

PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2017

L'article L.2313-1 du Code des Collectivités Territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Le budget primitif de la Ville de Baillargues, qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'exercice, a été établi avec la volonté de maîtriser les dépenses de fonctionnement sans dégrader le niveau et la qualité du service public et de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt.

Le vote d'un budget communal répond à quelques principes :

- 1- Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit en principe être voté par l'ensemble délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte.
- 2- La Ville de Baillargues dispose de 3 budgets :
 - Le Budget Principal
 - Le Budget Annexe des locaux de la « Maison REYNAUD »
 - Le Budget Annexe de la Crèche « Le Petit Prince »
- 3- Chaque budget est obligatoirement équilibré en fonctionnement et en investissement. Il respecte également les principes budgétaires de sincérité, d'annualité, d'unité et d'universalité.
- 4- Chaque budget couvre obligatoirement le remboursement du capital de la dette par des ressources propres suffisantes à son fonctionnement (épargne ou autofinancement).

LES ORIENTATIONS ET PROJETS COMMUNAUX POUR L'ANNEE 2017

Les taux votés en 2016 seront maintenus en 2017 grâce aux efforts réalisés pour diminuer les dépenses générales lors de l'exercice précédent.

Dans l'attente d'une refonte globale des bases fiscales l'Etat intègre chaque année dans la loi de finances un coefficient de révisions de celles-ci. Pour l'année 2017 ce coefficient est fixé à +0,4%.

Le produit de la fiscalité pour 2017 peut s'estimer à 5 390 936 €. Les prévisions pour la taxe d'habitation et les taxes foncières ont été calculées au vu des notifications de bases 2016, auxquelles ont été appliquées à ce stade une variation annuelle 0,4 % de revalorisation des bases.

TAXE D'HABITATION	9 970 613,56		
TAXE FONCIER BATI	7 622 089,89		
TAXE FONCIER NON BATI	41 819,61	138,44%	57 895,00
			5 390 936,00

Budget principal

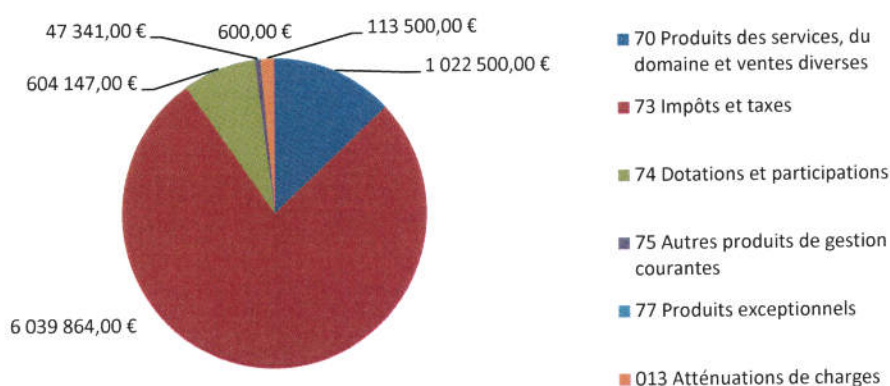
➤ Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre en recettes et en dépenses à 8 085 234 €.

-Les recettes :

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 7 827 952 €.

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE – BP 2017



Chapitre 70 – Produits des services et du domaine. Ce chapitre correspond aux recettes générées notamment par les remboursements de frais de mutualisation, les diverses redevances et les participations des usagers au service public (repas scolaires, garderie, médiathèque, etc.)

Chapitre 73 – Impôts et taxes. Ce chapitre regroupe principalement les recettes fiscales que perçoit la collectivité au titre des impôts directs (taxe d'habitation, des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties), diverses taxes prévues par le législateur (Taxes sur les pylônes électriques, Taxe sur la consommation finale d'électricité, taxe additionnelle aux droits de mutations)

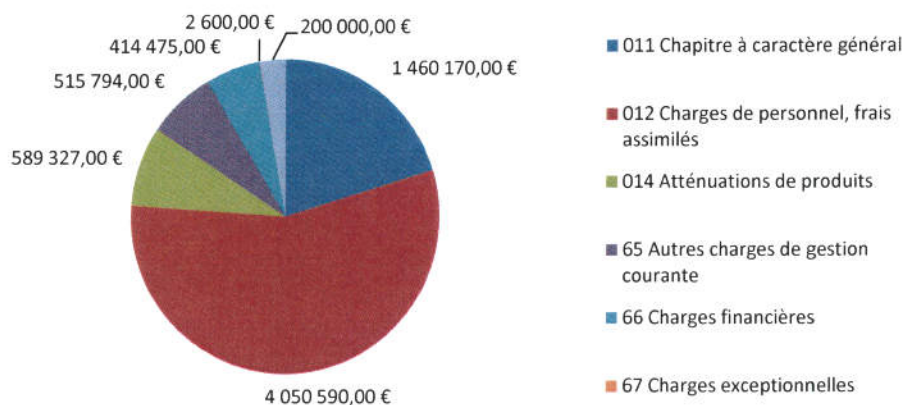
Chapitre 74 – Dotations et participations. Ce chapitre inclut notamment les dotations de l'Etat, les allocations compensatrices de fiscalité et les diverses participations. La Dotation Globale de Fonctionnement composée de la dotation forfaitaire, de la Dotation de Solidarité Urbaine et de la Dotation Nationale de Péréquation)

Chapitre 75 – Autres produits de gestions courantes. Ce chapitre intègre les loyers perçus par la Ville de Baillargues.

-Les dépenses :

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 7 232 956 €.

DEPENSES REELES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE –BP 2017



Chapitre 11 – Charges à caractère général. Ce chapitre retrace les crédits alloués au fonctionnement courant de la collectivité tels que les fluides, les fournitures, les prestations de services, les taxes foncières et les taxes et impôts sur les véhicules.

Chapitre 012 – Charges de personnel. Ce chapitre représente le principal poste de charges de fonctionnement. La Ville de Baillargues va mettre en place une gestion prévisionnelle des effectifs visant à assurer l'efficacité entre le service public souhaité et les moyens notamment humains mis en œuvre pour y parvenir.

Compte tenu d'une part, de l'évolution de la population, dépendante de la livraison des programmes de logements, et d'autre part, du départ en retraite d'environ 10% des effectifs d'ici 2021, un Plan Pluriannuel de Fonctionnement (PPF) doit être mis en place.

Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante. Ce chapitre intègre notamment les participations obligatoires telles que les indemnités et cotisations des élus, les formations, le déficit des budgets annexes à caractère administratif (Budget annexe Maison Reynaud et Crèche Le Petit Prince) ainsi que les subventions versées au CCAS (180 000 €) et aux diverses associations (83 630 €).

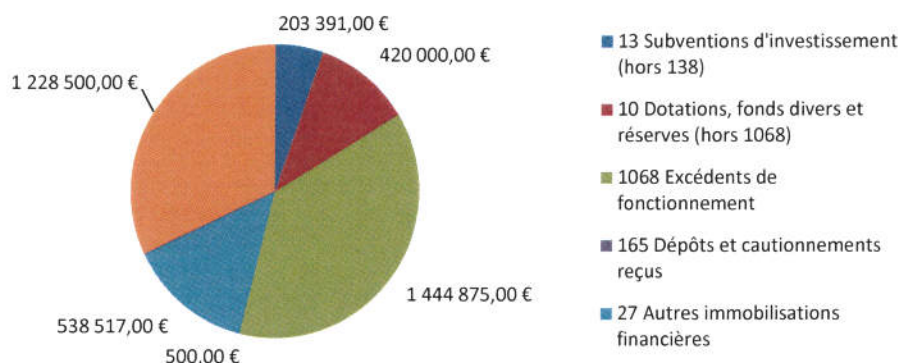
Chapitre 66 – Charges financières. Ce chapitre retrace les intérêts annuels de la dette en tenant compte des conditions bancaires et de l'encours de la collectivité.

➤ Section d'investissement

La section d'investissement s'équilibre en recettes et en dépenses à 4 722 504 €

-Les recettes :

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 3 835 783 €

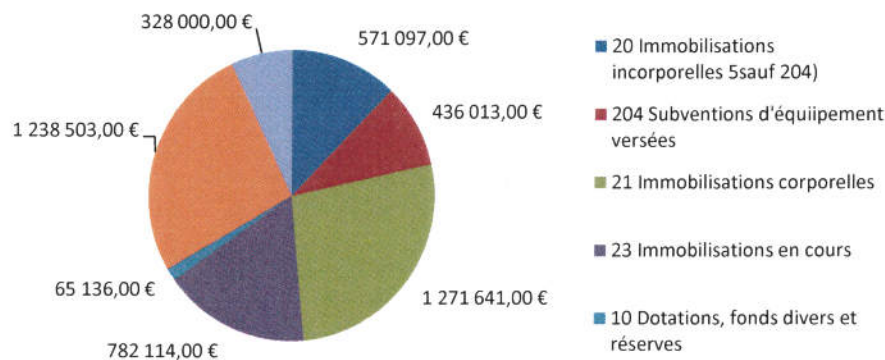
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT PAR CHAPITRE –BP 2017

Les recettes d'investissement sont constituées et de dotations telles que le Fonds de compensation de récupération de la TVA (155 000 €) et la taxe d'aménagement (265 000 €). Les produits issus des cessions sont également prévus à ce budget primitif.

Les résultats constatés au compte administratif de l'exercice précédent (34 443 €) et les subventions d'investissement notifiées sont inscrits au budget.

-Les dépenses :

Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 4 692 504 €

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT PAR CHAPITRE –BP 2017

Les principaux investissements de l'année 2017 sont les suivants :

- Mise en conformité électrique de bâtiments communaux,
- Achat de mobilier pour les écoles et divers bureaux,
- Construction de caveaux dans le cimetière,
- Mise en place de dispositifs de sécurité (caméras, visiophones, alarmes),
- Travaux de rénovation (peinture, remplacement de matériel défectueux)
- Entretien des bâtiments (médiathèque, écoles...)
- Travaux de valorisation de patrimoine (vieille porte, maison SIMAR),

- Travaux de réfection du mur du cimetière afin de réaliser un trottoir le long de la RN 113,
- Travaux de sécurisation du site et études sur le Parc Gérard BRUYERE,
- Etudes de faisabilité du nouveau groupe scolaire,
- Travaux de mise en accessibilité des bâtiments communaux dans le cadre des Agendas d'Accessibilité Programmée.

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 3 060 865 €.

Principaux ratios :

L'encours de la dette s'élevait au 31 décembre 2016 à 10 493 357 €, soit 1498 € par habitant.

	Valeurs Baillargues
Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 028.26
Produits des impositions directes/population	768.73
Recettes réelles de fonctionnement/population	1 117.48
Dépenses d'équipement brutes/population	378.99
En cours de la dette/population	1 497.98
Dotation Globale de fonctionnement/population	71.52
Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	56 %

BUDGETS ANNEXES

La Commune dispose de 2 budgets annexes : Maison Reynaud et Crèche Le Petit Prince.

Le budget annexe « **Maison Reynaud** » voit ses loyers augmenter de 0,01% par rapport à l'an dernier, les loyers étant indexés sur l'indice des loyers commerciaux (ILC).

Six baux commerciaux ont été renouvelés cette année pour 9 ans et 1 bail professionnel pour 7 ans.

La redevance versée par le délégataire de la « **Crèche Le Petit Prince** » s'élève à 25 985 € HT.

Le contrat arrive à terme au mois d'Août 2017.

Le renouvellement de la délégation de service public pour la gestion de la crèche « Le Petit Prince » dans le quartier du « Petit Parc » à Baillargues, structure d'accueil prévue pour 21 places, va donc avoir lieu en 2017.

Le service sera exploité par voie d'affermage. Le contrat sera conclu pour une durée de 5 ans.

La collectivité pourra verser une participation forfaitaire calculée sur le budget prévisionnel à déterminer lors de la phase de négociation du futur contrat.

Le délégataire se rémunérera directement auprès des usagers en percevant la participation des familles telle que prévue par la CNAF, ainsi que la Prestation de Service Unique versée par la Caisse d'Allocations Familiales.

Le gestionnaire assumera la responsabilité de la relation avec les usagers, dans les conditions prévues au cahier des charges.

Ces deux budgets annexes nécessitent une subvention d'équilibre en provenance du budget principal d'un montant de 12 628 euros pour le budget « Maison Reynaud » et de 77 116 euros pour la « Crèche le Petit Prince ».